

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Mindoube 1 mieux desservi en électricité

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

DANS le cadre de son plan d'urgence 2020, la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a procédé, le 30 septembre dernier, à la livraison des travaux de renforcement, d'extension et de sécurisation du réseau d'électricité de Mindoube 1, dans le 5e arrondissement de Libreville. L'investissement sur fonds propres de l'entreprise, d'une valeur de 120 millions de francs, va impacter 2 500 personnes dans l'immédiat.

Extension du réseau HTA sur un linéaire de 600 mètres, construction d'un réseau BT sur 3 000 mètres, création d'un poste HTA/BT de 400 kVA et transfert de 150 branchements existants. Ce sont les principales tâches réa-

lisées par les techniciens commis à l'ouvrage, qui ont également permis de rapprocher les compteurs des habitations des abonnés. À terme, ces extensions de réseaux permettront à 5 500 personnes d'avoir accès au service public de l'électricité : " Avant les travaux diligentés par la SEEG, le courant était très faible. Nous enregistrions régulièrement les avaries d'aliments dans les congélateurs et autres réfrigérateurs. Mais avec le rapprochement des compteurs vers nos maisons, la tension est désormais forte. Les mauvais souvenirs sont maintenant derrière nous ", s'est réjoui un riverain. Afin d'augmenter le taux de desserte et de sécurisation du réseau sur diverses zones défavorisées, d'autres travaux sont en cours, aussi bien à Libreville que dans l'arrière-pays.



Le poste de transformation d'énergie nouvellement mis en service dans le secteur de Mindoube 1.

Formation à l'évaluation des politiques publiques

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

S'appuyant sur l'axe 3 du programme de la déclaration de politique générale du Premier ministre, le ministère de la Promotion de la bonne gouvernance, de la Lutte contre la corruption et de l'évaluation des politiques publiques a organisé, du 30 septembre au 1er octobre 2020, un séminaire par visioconférence de formation sur le renforcement des capacités sur l'évaluation des politiques publiques. Cette session de formation, à laquelle ont pris part des experts d'Afrique et d'Europe, les managers du ministère de la Promotion de la bonne gouvernance et ceux du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), avait pour objectif d'identifier les critères de succès des politiques. Mais aussi l'amélioration de la maîtrise de leur cycle de vie et l'appropriation des principes méthodologiques pour la conduite d'évaluation des politiques pu-



Les agents du ministère durant le séminaire.

bliques. Dans cette optique, le directeur général de l'Évaluation des politiques publiques, Marat Abyla Nandrot, a rappelé la nécessité de cette formation qui est "de s'arrimer aux standards internationaux et pour une meilleure connaissance des outils et des démarches en matière d'évaluation". Pour la secrétaire générale adjointe, Patricia Ontchangalt, "l'administration publique a un devoir de renforcer les capacités de l'agent public". Au terme des deux jours de formation, les agents et les cadres de notre administration ont pu "renforcer leurs connaissances et leurs compétences".

